

# CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX

**POUVOIR ADJUDICATEUR :**  
CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX  
Hôtel de Sully - 62 Rue Saint-Antoine  
75186 PARIS CEDEX 04

**Direction de la conservation des monuments et des collections**

**CONCIERGERIE PALAIS DE LA CITE NORD – PARIS (75)**

Opération Palais de la cité Nord  
Sous opération de liaison entre la Conciergerie et la Sainte-Chapelle

**Lot n° 1 « TCE (macro-lot) »**  
**Lot n° 2 « Maçonnerie, pierre de taille et sculpture »**  
**Lot n° 3 « Maçonnerie, pierre de taille et paysage »**  
**Lot n° 4 « Ferronnerie, serrurerie, lustrerie »**  
**Lot n° 5 « Menuiserie »**  
**Lot n° 6 « Décor »**

**Règlement de consultation (RC)**

**PHASE CANDIDATURES**

*Marché passé selon la procédure avec négociation en application des articles L.2124-3 et  
R.2124-3.3 du code de la commande publique*

**Date et heure limite de réception des candidatures :**

**30 juin 2026  
à 12h00**

**IMPORTANT : En application de l'article R 2132-7 du Code de la Commande Publique, les candidatures  
et les offres doivent être transmises uniquement par voie électronique.**

**Aucune candidature présentée sous format papier ne pourra être acceptée.**

<b>ARTICLE 1.</b>	<b>ACHETEUR PUBLIC</b>	<b>3</b>
1.1	NOM ET ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR	3
1.2	TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR	3
1.3	PRESENTATION DU CMN	3
1.4	CONTEXTE DANS LEQUEL S'INSCRIT L'OPERATION	3
<b>ARTICLE 2.</b>	<b>CARACTERISTIQUES DU MARCHE</b>	<b>5</b>
2.1	OBJET DU MARCHE	5
2.2	LIEU D'EXECUTION	5
2.3	DUREE DU MARCHE	5
2.4	MARCHE RESERVE	5
2.5	TYPE DE MARCHE	5
2.6	ESTIMATION DU MARCHE	5
2.7	NOMENCLATURE CPV	5
<b>ARTICLE 3.</b>	<b>CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION</b>	<b>6</b>
3.1	TYPE DE PROCEDURE	6
3.2	ALLOTISSEMENT	6
3.3	GROUPEMENTS	6
3.4	DELAIS DE VALIDITE DES CANDIDATURES	7
3.5	DEROULEMENT DE LA PROCEDURE	7
3.5.1	<i>Phase « candidature » (présente phase)</i>	7
3.5.2	<i>Phase « offre »</i>	7
<b>ARTICLE 4.</b>	<b>DISPOSITIONS DU MARCHE D'ORDRE ECONOMIQUE ET FINANCIER</b>	<b>9</b>
4.1	FORME DES PRIX	9
4.2	VARIATION DES PRIX	9
4.3	DELAIS DE PAIEMENT	9
4.4	MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT	9
<b>ARTICLE 5.</b>	<b>VISITE DU SITE</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 6.</b>	<b>DOSSIER DE CONSULTATION REMIS AUX CANDIDATS</b>	<b>10</b>
6.1	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	10
6.2	MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION PAR VOIE ELECTRONIQUE	10
6.3	MODIFICATIONS APORTEES AU DOSSIER DE CONSULTATION	10
6.4	COMPLEMENTS A APPORTER AU DOSSIER DE CONSULTATION	11
6.5	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	11
<b>ARTICLE 7.</b>	<b>DOSSIER REMIS PAR LES CANDIDATS – CONDITIONS DE PARTICIPATION A LA CONSULTATION</b>	<b>11</b>
7.1	MODALITES DE PRESENTATION DES DOSSIERS	11
7.2	PRESENTATION DES DOSSIERS	13
7.3	DOCUMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE	13
<b>ARTICLE 8.</b>	<b>EXAMEN DES CANDIDATURES</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 9.</b>	<b>INFORMATIONS SUR LA PHASE “OFFRE”</b>	<b>18</b>
9.1	VARIANTES	18
9.2	PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE	18
9.3	ANALYSE DES OFFRES	18
9.4	NEGOCIATION	19
9.5	DELAJ DE VALIDITE DES OFFRES	20
9.6	INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE	20
9.7	OPTIONS	22
9.7.1	<i>Tranches optionnelles</i>	22
9.7.2	<i>Marchés de prestations similaires</i>	22
9.8	DELAJ PREVISIONNEL D'EXECUTION	22
9.9	ATTRIBUTION PROVISoire	22
<b>ARTICLE 10.</b>	<b>RENSEIGNEMENTS SUR LA DEMATERIALISATION</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE 11.</b>	<b>CLAUSe DIVERSITE ET EGALITE</b>	<b>26</b>
11.1	EGALITE PROFESSIONNELLE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS	26
11.2	QUESTIONNAIRE « EGALITE PROFESSIONNELLE ET DIVERSITE PROFESSIONNELLE »	26
11.3	DISPOSITIF DE SIGNALLEMENT ET D'ECOUTE MIS EN PLACE PAR LE CMN	26
<b>ARTICLE 12.</b>	<b>DELAIS ET VOIES DE RECOURS</b>	<b>27</b>

**1.1 Nom et adresse du pouvoir adjudicateur**

**CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX**

**Direction de la conservation des monuments et des collections**

Hôtel de Sully  
62, rue Saint-Antoine  
75186 Paris cedex 04

Tél. 01 44 61 20 00  
SIRET : 180 046 013 00017

**1.2 Type de pouvoir adjudicateur**

Le Centre des monuments nationaux est un établissement public à caractère administratif, placé sous la tutelle du ministère de la Culture.

Le pouvoir adjudicateur est représenté par la Présidente du Centre des monuments nationaux.

**1.3 Présentation du CMN**

Accueillant plus de 11 millions de visiteurs par an dans plus d'une centaine de monuments et plus de 60 parcs et jardins, le Centre des monuments nationaux (CMN) est le premier opérateur public culturel et touristique en France et connaît depuis plusieurs années des records de fréquentation.

Établissement centenaire, héritier de la Caisse nationale des monuments historiques et préhistoriques créée en 1914, le Centre des monuments nationaux est un établissement public rattaché au ministère de la Culture qui protège les monuments historiques présentant un intérêt public du point de vue de l'histoire ou de l'art.

Il a pour mission d'entretenir, conserver et restaurer les monuments nationaux ainsi que leurs collections, dont il a la garde, d'en favoriser la connaissance, de les présenter au public et d'en développer la fréquentation lorsque celle-ci est compatible avec leur conservation et leur utilisation.

**1.4 Contexte dans lequel s'inscrit l'opération**

Parmi la centaine de monuments à sa charge, sont la Conciergerie et la Sainte Chapelle, qui font partie du Palais de la Justice de Paris.

Le Palais de Justice de Paris est classé en totalité depuis 1862 au titre des Monuments Historiques et confirmé en 1918. Il est institué « domaine national » en 2021. Le palais de justice est un groupement d'établissement de type W - 1ère Catégorie avec activités de type L-N-S-T-V-Y.

La Conciergerie et la Sainte Chapelle ont été rétrocédées par le Ministère de la Justice au Ministère de la Culture (et anciennement de la Communication) en 2000 et a été attribuée à titre de dotation au Centre des Monuments Nationaux par arrêté du 2 avril 2008.

L'établissement est un ERP classable en 4ème catégorie (300 personnes) de type L, N, STY (musée) intégré à l'ERP unique de 1ère catégorie du Palais de Justice.

Le palais de justice de Paris, situé sur l'île de la cité, rassemble un vaste ensemble de bâtiments construits entre le XIIe et le XXe siècle, qui représente environ 100 000m<sup>2</sup> de surface de plancher. Le palais a connu d'importantes transformations et adaptations, notamment lors de la seconde moitié du XIXe siècle.

Aujourd'hui, il abrite des usages et des fonctions relevant de trois ministères différents : le ministère de la Justice, le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Culture avec la Sainte Chapelle et la Conciergerie via le Centre des Monuments Nationaux.

Le déménagement du Tribunal de Grande Instance sur le site des Batignolles a permis de libérer près de 50% des surfaces du palais de l'île de la Cité, offrant ainsi à l'État et aux ministères affectataires du monument une opportunité historique pour repenser, restaurer et restructurer l'ensemble des bâtiments et des cours.

Ainsi le Ministère de la Culture, via le Centre des Monuments Nationaux, a engagé plusieurs études autour d'un Palais de la Cité réunifié qui concluent dès 2012 à la nécessité d'échanges de surfaces afin de pouvoir réaliser l'ambitieux projet d'un palais réunifiant les deux entités de la Conciergerie et de la Sainte-Chapelle.

Les arbitrages interministériels de juin et de novembre 2018 ont concrétisé les orientations du projet en redistribuant un certain nombre d'espaces entre les trois ministères. Le ministère de la Culture s'est ainsi vu attribuer de nouveaux espaces permettant de poursuivre les études des scénarios pour réaliser un établissement unique réunissant la Conciergerie et la Sainte-Chapelle.

Une partie de ces espaces a été libérée et curée en 2021, dans l'objectif d'augmenter la connaissance du bâti existant pour ces zones destinées à être intégrées au parcours de visite du monument.

Les études, confiées à Christophe Bottineau, ACMH, pour la restructuration du bâtiment 5 (B5) ont démarré au début de l'année 2023. Ce bâtiment, situé à l'angle nord-est du Palais de Justice, et délimité par le boulevard du Palais et le quai de l'Horloge, abrite en son sein la Conciergerie, moitié septentrionale du futur Palais de la Cité. Le croisement des études menées par l'APIJ et le CMN ont conclu à une nécessité de mener de front les opérations de restauration des parties Justice et Culture au sein du bâtiment B5, en raison des nombreux impacts croisés d'une opération sur l'autre. Un chantier commun permettra de mutualiser une grande partie des équipements et de nombreuses interventions, tout en permettant une mise en conformité complète du bâtiment 5 au titre du schéma directeur incendie et accessibilité. Ces deux opérations (Restauration B5 - Justice / Palais de la Cité Nord - Culture) seront concomitantes et phasées à la manière d'un chantier unique de grande ampleur, qui débutera en 2026, à l'issue des jeux olympiques de Paris.

Par ailleurs, deux opérations anticipées ont été menées par le CMN, une entre 2024 et 2026 et la deuxième à partir de février 2026. Elles ont pour objectif principal la préparation du chantier général avec la poursuite des travaux de curage ainsi que l'aménagement provisoire d'espaces tertiaires. Elles doivent permettre de maintenir le bon fonctionnement administratif et le bon accueil du public au sein du monument de la Conciergerie tout en anticipant la restructuration globale du Palais de la Cité Nord.

Le présent dossier concerne l'opération principale, dite « Palais de la Cité Nord ».

## Article 2. Caractéristiques du marché

---

### 2.1 Objet du marché

La présente consultation a pour objet les travaux relatifs à l'opération « Palais de la Cité Nord ».

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le rapport de présentation.

### 2.2 Lieu d'exécution

Les prestations s'exécuteront à la Conciergerie Paris (75).

### 2.3 Durée du marché

Le marché est conclu à compter de sa date de notification jusqu'à la complète exécution des travaux (levée de l'ensemble des réserves) et la clôture financière et administrative de l'opération.

### 2.4 Marché réservé

Le marché n'est pas réservé.

### 2.5 Type de marché

Il s'agit d'un marché public de travaux.

### 2.6 Estimation du marché

La valeur estimée du marché, tous lots confondus, s'élève à 26 millions d'euros hors taxes.

### 2.7 Nomenclature CPV

Numéro du marché	Numéro du lot	Nom du lot	Code CPV (principal)
26-190-118	1	TCE (macro-lot)	45000000-7 Travaux de construction
26-190-119	2	Maçonnerie, pierre de taille et sculpture	45262512-3 Maçonnerie de pierres de taille
26-190-120	3	Maçonnerie, pierre de taille et paysage	45262512-3 Maçonnerie de pierres de taille
26-190-121	4	Ferronnerie, serrurerie, lustrerie	45450000-6 Autres travaux de parachèvement de bâtiment
26-190-122	5	Menuiserie	45421000-4 Travaux de menuiserie
26-190-123	6	Décor	45451000-3 Travaux de décoration

### Article 3. Caractéristiques de la consultation

#### 3.1 Type de procédure

La consultation est passée selon la procédure avec négociation, en application des articles L. 2124-3 et R. 2124-3 (1° et 4°) du code de la commande publique.

En effet, d'une part, le besoin ne peut être satisfait sans adaptation de solutions immédiatement disponibles, compte tenu de la nature et de l'ampleur des travaux de restauration du Palais de la Cité Nord, ensemble classé au titre des monuments historiques, qui portent sur des ouvrages variés (élévations en pierre de taille, voûtes maçonnées, sculptures, vitraux, décors peints, menuiseries anciennes, lustrerie, ferronnerie d'art, etc.) et comprennent des prestations situées à la marge des prestations usuelles, requérant des techniques et savoir-faire particulièrement spécialisés.

D'autre part, le marché ne peut être attribué sans négociation préalable en raison de circonstances particulières liées à sa nature, à sa complexité et au montage opérationnel retenu : imbrication des projets distincts du Centre des monuments nationaux et de l'APIJ au sein d'un même bâtiment, réalisation par l'APIJ de travaux dits « insécables » dans le périmètre du CMN, fortes contraintes de phasage et de coordination entre les opérations, ainsi que les risques techniques, de délais et d'interface qui en résultent.

Dans ce contexte, la négociation avec les candidats apparaît indispensable pour préciser et optimiser l'organisation du chantier, l'articulation avec les travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage APIJ, les modalités de gestion des risques et des aléas, ainsi que les engagements en matière de délais et de continuité d'exploitation, afin de retenir l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de ces contraintes spécifiques.

#### 3.2 Allotissement

Le projet est alloté en **six (6) lots** comme suit :

Numéro du marché	Numéro du lot	Nom du lot	Estimation toute tranche confondue en millions HT (M)
26-190-118	1	TCE (macro-lot)	14 M
26-190-119	2	Maçonnerie, pierre de taille et sculpture	6 M
26-190-120	3	Maçonnerie, pierre de taille et paysage	3 M
26-190-121	4	Ferronnerie, serrurerie, lustrerie	0,5M
26-190-122	5	Menuiserie	1,3M
26-190-123	6	Décor	0,7 M

La présente consultation concerne l'ensemble des lots.

#### 3.3 Groupements

Les candidats peuvent se présenter individuellement ou en groupement conjoint ou solidaire.

**En cas de groupement conjoint, le mandataire est**, en application des dispositions de l'article R. 2142-24 du Code de la commande publique, **solidaire de chacun des membres du groupement** pour ses obligations contractuelles à l'égard du CMN, pour l'exécution du marché.

### **3.4 Délais de validité des candidatures**

S'agissant des candidatures, celles-ci demeurent valables sans limitation de durée.

### **3.5 Déroulement de la procédure**

#### **3.5.1 Phase « candidature » (présente phase)**

La phase « candidature » se déroule de la façon suivante :

- Retrait du dossier de candidature sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) ;
- Dépôt des candidatures conformément à l'article 6 du présent règlement de consultation ;
- Sélection des candidats admis à présenter une offre ;
- Information des candidats non retenus et envoi aux candidats sélectionnés d'une invitation à remettre une offre.

Les candidats admis à présenter une offre seront informés par la plateforme PLACE, à l'adresse électronique renseignée lors du dépôt de leur candidature et figurant sur le registre des dépôts.

Il est donc essentiel que les candidats accordent une attention particulière à leur authentification sur la plateforme PLACE et à l'adresse électronique utilisée pour le dépôt de leur candidature. Cette adresse sera en effet utilisée pour les échanges ultérieurs de la consultation, y compris lors de la phase « offre ».

Le pouvoir adjudicateur ne pourra être tenu responsable en cas de non-réception des informations ou notifications si l'adresse électronique renseignée devient obsolète en cours de consultation, si elle est erronée, ou si elle n'est pas régulièrement consultée par le candidat.

S'agissant d'une procédure restreinte, les candidats doivent, au stade de la candidature, présenter un dossier de candidature. Seuls les candidats présélectionnés seront admis à présenter ultérieurement une offre.

#### **3.5.2 Phase « offre »**

La phase « offre » se déroule de la façon suivante :

- Remise des offres initiales : dans un délai prévisionnel de 25 jours après la date d'envoi du DCE phase « offre » ;
- Les offres pourront faire l'objet de négociations par le CMN, mais le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation. Les conditions de la négociation seront précisées dans le règlement de consultation propre à la phase offre ;
- Sélection du titulaire, information des soumissionnaires non retenus et notification du marché.

### 3.6 Compétences attendues et interdiction de sous-traitance sur les tâches essentielles

Le candidat devra démontrer disposer des compétences suivantes :

Numéro du lot	Nom du lot	Compétences représentées au groupement	Tâches essentielles interdites à la sous-traitance  <i>Conformément à l'article L.2193-3 du code de la commande publique, les prestations ci-après doivent être effectuées directement par le titulaire :</i>
1	TCE (macro-lot)	Maçonnerie et gros-œuvre	Sans objet
		Dépollution	
		Electricité CFO-CFA	
		Plomberie et CVC	
2	Maçonnerie, pierre de taille et sculpture	Maçonnerie et pierre de taille	Pierre de taille : calpin, appareillage, taille
		Restauration de sculpture de niveau 7	
		Gypserie et plâtrerie	Restauration de sculpture MH  Greffes par empiècement numérique
		Réalisation des greffes par empiècement numérique : Sans retaille, scans des casses et négatif taillé mécaniquement	
3	Maçonnerie, pierre de taille et paysage	Maçonnerie et pierre de taille	Pierre de taille : calpin, appareillage, taille
4	Ferronnerie, serrurerie, lustrerie	Ferronnerie MH	Travaux ferronnerie traditionnelle
		Lustrerie MH	Restauration de luminaires anciens (lanternes, lustres, etc.)
5	Menuiserie	Menuisier MH	Création de fenêtres et portes traditionnelles MH
6	Décor	Restauration de décors	Sans objet

### 3.7 Capacité financière des membres du groupement (niveau minimal en termes de chiffre d'affaires)

Conformément aux article R. 2142-6 et 7 du Code de la commande publique, il est attendu du candidat, quelle que soit la manière dont il se présente, qu'il justifie d'un niveau de chiffre d'affaires annuel minimal au moins équivalent au montant estimé toutes tranches confondues du lot auquel il répond. Cette exigence vise à garantir sa capacité économique et financière à exécuter les prestations attendues et que l'exécution du marché ne remet pas en cause l'équilibre financier de sa structure.

Le candidat produira à cette fin ses chiffres d'affaires consolidés des 3 dernières années ou ceux de chacun des membres de l'équipe.



#### **Article 4. Dispositions du marché d'ordre économique et financier**

---

##### **4.1 Forme des prix**

Les prestations exécutées au titre de chaque lot sont rémunérées, d'une part, par un prix global et forfaitaire, dont la décomposition figure dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, et, d'autre part, par application des prix indiqués au Bordereau des Prix Unitaires aux quantités réellement exécutées.

##### **4.2 Variation des prix**

Les prix sont révisables selon les modalités prévues par les pièces contractuelles du marché.

##### **4.3 Délais de paiement**

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique, le délai de paiement ne peut excéder trente jours (30) à compter de la date de réception de la demande de paiement.

##### **4.4 Modalités essentielles de financement**

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif dans le délai de 30 jours à compter de la réception de la facture. Il s'agit d'un marché financé sur les ressources propres de l'établissement. Le moyen de paiement retenu est le virement. L'unité monétaire utilisée est l'euro.

Le titulaire pourra céder ou nantir les créances résultant du marché.

Les dépenses relatives à l'opération sont financées par imputation au budget d'investissement et de fonctionnement de l'établissement.

Les prestations seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique. Le règlement des prestations interviendra dans les délais fixés réglementairement à compter de la réception de la demande de paiement par les services du pouvoir adjudicateur.

#### **Article 5. Visite du site**

---

**Une visite du site facultative est prévue en phase candidature** (elle sera cependant obligatoire en phase « offre »).

Pour prendre rendez-vous, les candidats doivent s'adresser **par courriels exclusivement** à Valérie Fougerat – Administratrice adjointe du monument : [valerie.fougerat@monuments-nationaux.fr](mailto:valerie.fougerat@monuments-nationaux.fr)

avec copie à :

- Apolline Gauquelin : [apolline.gauquelin@monuments-nationaux.fr](mailto:apolline.gauquelin@monuments-nationaux.fr) , cheffe de projet
- Konstantina Stampouloglou : [konstantina.stampouloglou@monuments-nationaux.fr](mailto:konstantina.stampouloglou@monuments-nationaux.fr), cheffe de projet
- et Pauline Boinet : [pauline.boinet@monuments-nationaux.fr](mailto:pauline.boinet@monuments-nationaux.fr) , cheffe de pôle

La visite de site présentant, à ce stade, un caractère facultatif, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de décliner toute demande tardive, notamment lorsqu'elle est formulée au cours de la dernière semaine de consultation.

## **Article 6. Dossier de consultation remis aux candidats**

---

### **6.1 Contenu du dossier de consultation**

Pour la phase candidature, le dossier de consultation comporte les documents suivants :

1. Le présent **Règlement de consultation** (RC) et ses annexes ;
2. La **note de présentation du projet** ;
3. Les **plans généraux d'état actuel** ;
4. Violences et harcèlement sexistes et sexuels – Cellule de signalement – Plaquette
5. Violences et harcèlement sexistes et sexuels – Gestion interne des alertes – Discrimination
6. Le **DC1** ;
7. Le **DC2** ;
8. Le **DC4**.

Pour la phase offres : le DCE définitif ne sera communiqué qu'aux seuls candidats invités à remettre une offre.

### **6.2 Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique**

Le dossier de consultation est à retirer gratuitement par les candidats jusqu'à la date limite de réception des candidatures ou des offres sur la plateforme dématérialisée PLACE (Plateforme des Achats de l'Etat) via le lien direct suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=3003754&orgAcronyme=f5j>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications, questions/réponses.

### **6.3 Modifications apportées au dossier de consultation**

Le Centre des monuments nationaux se réserve le droit d'apporter, au plus tard **six (6) jours calendaires** avant la date limite fixée pour la réception des plis, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié et/ou complété, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite pour la remise des plis est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

#### 6.4 **Compléments à apporter au dossier de consultation**

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au dossier de consultation.

#### 6.5 **Renseignements complémentaires**

Pour obtenir des renseignements d'ordre administratifs et techniques qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, au plus tard **huit (8) jours calendaires avant la date et l'heure limites de réception des offres**, une demande sur la plateforme des achats de l'Etat :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

**La réponse apportée par le pouvoir adjudicateur sera portée à la connaissance de l'ensemble des candidats ayant retiré le dossier de consultation sur la Plateforme des achats de l'Etat (PLACE) et sera transmise par cette plateforme dématérialisée (PLACE).**

**L'attention des candidats est donc attirée sur l'importance de leur authentification et des informations transmises (courriel donné) lors du téléchargement du DCE sur la PLACE qui dispose que :**

***Attention : Les informations que vous allez saisir sont importantes.***

*Elles vous permettront tout au long de la procédure de recevoir les informations relatives à la procédure : modifications de dates, rectificatifs/compléments au Dossier de Consultation des Entreprises, etc.*

### **Article 7. Dossier remis par les candidats – Conditions de participation à la consultation**

---

#### 7.1 **Modalités de présentation des dossiers**

##### **Comment transmettre le pli ?**

Sous format électronique **uniquement et directement** sur la plateforme des achats de l'Etat ; le dépôt est gratuit, les candidatures et les offres peuvent être modifiées jusqu'à la clôture de la consultation.

Les documents n'ont pas à être signés lors de la remise du pli ; seul l'attributaire signera les documents du marché.

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=3003754&orgAcronyme=f5j>

### **Nota relatif à la signature électronique**

**Afin de raccourcir les délais de signature, il est attendu de l'attributaire qu'il dispose d'une signature électronique<sup>1</sup>.**

**Le CMN est engagé dans la dématérialisation complète de ses procédures. Il appartient pour tout candidat qui participe à une consultation du CMN, dans le cadre d'une éventuelle attribution, de disposer d'un certificat électronique conforme au règlement eIDAS et de niveau 3 ou 4.**

**S'il ne dispose pas déjà de cet outil lors du dépôt de son pli, le candidat est invité à prendre les mesures nécessaires pour acquérir un certificat électronique au plus tard au moment de la signature du contrat pour permettre la signature électronique du contrat.**

Ces certificats s'acquièrent auprès d'une autorité de certification. Les candidats peuvent faire appel au prestataire de certification de leur choix. Toutefois, le certificat de signature doit être de type XAdES, CAdES ou PAdES.

La signature électronique doit être détenue par une personne habilitée à engager la société qui est :

- Soit le représentant légal du candidat ;
- Soit toute autre personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal du candidat.

L'acte d'engagement, l'AE-CCAP ou l'AE-CCP est la pièce par laquelle le candidat s'engage sur son offre. Cette pièce doit donc impérativement être signée séparément de manière valide.

Ce document peut être signé électroniquement dès la remise de l'offre sur la plateforme <http://www.marches-publics.gouv.fr>

La signature électronique doit être apposée directement dans un document .PDF (au moyen de la fonction « Remplir et Signer » d'un logiciel de traitement des documents .PDF).

Le candidat veillera à ne pas utiliser de logiciel d'archivage / compression de données (ex : winzip, winrar, etc...). En effet, la remise de fichiers non signés individuellement, archivés ou compressés dans un dossier au format .zip ou .rar qui serait quant à lui signé électroniquement, n'aurait aucune valeur.

**Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut dès lors pas remplacer la signature électronique.**

Les plis seront entièrement rédigés en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

**Les candidats sont invités à prendre en compte les éventuels délais résultant notamment de leur débit de connexion internet ou de la taille des pièces transmises sur la PLACE.**

**Seul l'horodatage de réception de l'offre par la PLACE fait foi (et non la date et heure d'envoi par le candidat du fichier contenant son pli sur la plateforme).**

---

<sup>1</sup> Dans le cas où l'attributaire rencontrerait des difficultés à signer électroniquement le marché, exceptionnellement, le Pouvoir adjudicateur autorisera la signature manuscrite de l'Acte d'Engagement.

Toute candidature ou offre arrivée hors délai selon l'horodatage de réception de la PLACE sera écartée et non analysée par le pouvoir adjudicateur.

Le pli contient tous les éléments demandés au titre de la candidature et/ou de l'offre.

## 7.2 Présentation des dossiers

Toutes les pièces doivent être fournies impérativement en langue française ou être accompagnées de leur traduction.

Pour les candidats non établis en France, ces candidats devront fournir les attestations similaires au regard des règles de droit d'effet équivalent.

En cas de candidature à plusieurs lots, le candidat doit transmettre un dossier de candidature par lot.

## 7.3 Documents relatifs à la candidature

Conformément à l'article R.2143-4 du Code de la Commande Publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) qui remplace les documents de candidature (formulaire DC1, DC2).

**Le formulaire DUME est à compléter en ligne sur la PLACE avant de joindre son pli.**

**Le candidat présentant un DUME vérifiera toutefois que l'ensemble des informations listées ci-dessous (notamment les qualifications le cas échéant) est bien présent dans son document unique.**

**Ou**

La candidature doit contenir les pièces suivantes :

<b><u>N°</u></b>	<b><u>Pièces demandées</u></b>	<b><u>Format souhaité</u></b>
<b>1</b>	Pour le candidat individuel ou le <u>groupement</u> : <b>Formulaire DC 1 « Lettre de candidature »</b> , complété.	PDF
<b>2</b>	Pour le candidat individuel ou <u>chaque membre du groupement</u> :  <b>Formulaire DC2 « déclaration du candidat », intégralement complété</b> (dans sa rubrique E le cas échéant), <b>et accompagné des annexes suivantes</b> :  <b>a)</b> Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;  <b>b)</b> Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;  <b>c)</b> Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et	PDF

	<p>précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;</p> <p><b>d)</b> Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;</p> <p><b>e)</b> Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.</p>	
<b>3</b>	<p>Pour le candidat individuel ou le <u>groupement</u> :</p> <p>Une <b>sélection pertinente et plus détaillée de références similaires</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>dix</b> références pour le <b>lot n° 1</b> ;</li> <li>- <b>cinq (5)</b> références pour les <b>autres lots</b>.</li> </ul> <p>Le candidat, qu'il se présente seul ou en groupement, devra produire un dossier comprenant <b>dix références</b> de travaux pour le <b>lot n° 1</b> / <b>cinq (5) références</b> de travaux pour les <b>autres lots</b>, en lien avec le lot concerné.</p> <p>En cas de groupement, le candidat veillera à ce que chaque membre du groupement justifie, au travers d'au moins une des références présentées, d'une expérience portant sur des travaux similaires à ceux qui lui seraient confiés dans le cadre de la présente opération.</p> <p>Les références présentées devront porter sur des travaux exécutés au cours des cinq dernières années et permettre d'apprécier la capacité professionnelle du candidat à réaliser les prestations du lot concerné.</p> <p>Elles devront notamment démontrer sa capacité à intervenir dans des projets présentant les caractéristiques suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une opération de restructuration de même nature, portant sur un bâtiment de type ERP et d'une ampleur comparable ;</li> <li>• des travaux réalisés dans un environnement contraint, notamment en site occupé, en maintien d'activité ou en environnement urbain dense ;</li> <li>• une intervention sur un bâtiment présentant de forts enjeux patrimoniaux, notamment un bâtiment classé ou inscrit au titre des monuments historiques.</li> </ul> <p>Chaque référence devra faire l'objet d'une présentation détaillée permettant d'apprécier précisément la nature, l'ampleur et la complexité des prestations réalisées. À ce titre, chaque fiche de référence devra indiquer <i>a minima</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'intitulé de l'opération ;</li> <li>• le nom du maître d'ouvrage ;</li> <li>• la localisation du projet ;</li> <li>• la nature de l'opération ;</li> <li>• le type de bâtiment concerné, notamment son classement ERP le cas échéant ;</li> <li>• la surface de plancher concernée par l'opération ;</li> <li>• le montant global des travaux et, si possible, le montant des travaux réalisés par le candidat ou le membre du groupement concerné ;</li> </ul>	

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• les dates de réalisation des travaux, en précisant l'année de réception ou d'achèvement ;</li> <li>• le rôle exact du candidat ou du membre du groupement dans l'opération ;</li> <li>• les prestations effectivement réalisées par le candidat ou le membre du groupement ;</li> <li>• les contraintes particulières de l'opération : site occupé, maintien de l'activité, phasage complexe, coactivité, accès contraints, environnement urbain dense, contraintes patrimoniales, sécurité des usagers, délais contraints, etc. ;</li> <li>• les éventuels enjeux techniques spécifiques liés au lot concerné ;</li> <li>• les coordonnées d'un contact chez le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, lorsque cette information peut être communiquée.</li> </ul> <p>Lorsque la référence est présentée par un groupement, la fiche devra préciser clairement le membre du groupement auquel elle se rattache ainsi que les travaux effectivement exécutés par ce membre.</p>	
4	<b>La demande d'acceptation du (des) sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement du (des) contrat(s) de sous-traitances ainsi que la <u>déclaration de sous-traitance (Formulaire DC4)</u> renseigné, le cas échéant ;</b>	PDF
5	<b>La justification des pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat ou les membres du groupement + <u>Extrait Kbis ou équivalent à jour.</u></b>	PDF
6	<p><b>Qualifications particulières demandées pour l'opération :</b></p> <p>Les qualifications particulières demandées ou équivalentes sont les suivantes :</p> <p><b>Lot n° 1 – TCE (macro-lot) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• qualibat n° 2112 Maçonnerie (technicité confirmée) et béton armé courant (Mention : Patrimoine bâti)</li> <li>• qualibat n° 2212 Béton armé et béton précontraint (technicité confirmée) (Mention : Efficacité énergétique - Travaux isolés)</li> <li>• qualibat n° 1552 ou ses équivalents AFNOR ou GLOBAL</li> <li>• qualibat n° 5112 et 5113 : plomberie eau chaude sanitaire, installation de plomberie</li> <li>• qualibat n° 5251, 5252, 5253 : installation de réseaux de chauffage ou de rafraîchissement spécifique</li> <li>• qualibat n° 5322 : installation de désenfumage</li> <li>• qualibat n° 5511 : gestion technique du bâtiment</li> <li>• qualibat n° 5552 : traitement de l'amiante</li> </ul> <p><b>Lot n° 2 – Maçonnerie, pierre de taille et sculpture :</b> sans objet.</p> <p><b>Lot n° 3 – Maçonnerie, pierre de taille et paysage :</b> sans objet.</p> <p><b>Lot n° 4 – Ferronnerie, serrurerie, lustrerie :</b> sans objet.</p> <p><b>Lot n° 5 – Menuiserie :</b> sans objet.</p> <p><b>Lot n° 6 – Décor :</b> Sans objet.</p> <p>Toutefois, en l'absence de certificat, le candidat pourra apporter la preuve de sa capacité par tous moyens notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références portant sur des prestations similaires, attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.</p>	PDF

Les formulaires DC1, DC2 et DC4 à jour peuvent être téléchargés à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

**En cas de groupement :** Le candidat joindra pour chaque membre du groupement l'**intégralité des pièces et justificatifs** susmentionnés (**hormis la lettre de candidature - Formulaire DC1 - qui est commune pour tous les membres du groupement**).

Conformément à l'article R2143-12, si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

**En cas de sous-traitance :** Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs sous-traitants, le candidat produit les mêmes documents concernant le sous-traitant que ceux exigés des candidats par le pouvoir adjudicateur (Formulaire DC 2 ou autres documents sus mentionnés).

Par ailleurs, il adresse une déclaration spéciale (modèle type DC4 et accessible à l'adresse suivante) :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce ou ces sous-traitants pour l'exécution du marché, le candidat produit soit le contrat de sous-traitance, soit un engagement écrit du ou des sous-traitants.

## **Article 8. Examen des candidatures**

---

L'analyse sera effectuée en deux temps, **sous réserve de la fourniture d'un dossier de candidature complet** :

1 / **Recevabilité** (capacité des candidats à répondre au marché).

Conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique, les candidats qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner, qui ne disposent pas de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles ou qui ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur sont éliminés.

Les candidatures seront examinées au regard des niveaux de capacité économique, financière et technique du candidat ou du groupement candidat, appréciés au vu des renseignements demandés à l'article 7 supra.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités du groupement est globale.

**Nota :** *Toutes les pièces demandées pour apprécier la candidature doivent être présentées par le ou les candidats. En cas de document manquant à ce stade, il pourra être demandé aux candidats concernés de compléter le contenu de leur dossier de candidature.*

Le pouvoir adjudicateur écartera les candidats n'ayant pas les niveaux de capacité requis pour répondre au marché.



## 2 / Sélection des candidats parmi les candidats recevables - critères objectifs de limitation du nombre de candidats

Après examen de la recevabilité des candidatures, le pouvoir adjudicateur procédera à la sélection des candidats admis à présenter une offre parmi les seules candidatures déclarées recevables.

Sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures recevables et satisfaisant aux critères de sélection, **entre trois (3) et six (6) candidats seront retenus** par lot à l'issue de la phase d'analyse des candidatures.

Les candidatures recevables seront classées sur la base des critères objectifs de sélection présentés ci-dessous :

Critères		Pondération
1	<p>Capacités professionnelles appréciée au regard de la sélection pertinente et plus détaillée de références similaires.</p> <p>L'analyse de cette capacité prendra notamment en compte les références produites par le candidat permettant d'apprécier son expérience sur des projets comparables, en particulier lorsqu'ils concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• une opération de restructuration de même nature, portant sur un bâtiment de type ERP et d'une ampleur comparable ;</li><li>• des travaux réalisés dans un environnement contraint, notamment en site occupé, en maintien d'activité ou en environnement urbain dense ;</li><li>• une intervention sur un bâtiment présentant de forts enjeux patrimoniaux, notamment un bâtiment classé ou inscrit au titre des monuments historiques.</li></ul>	80 points
2	<p><b>Capacité technique appréciée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- au regard des effectifs moyens annuels du candidat et de l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années (15 points)</li><li>- au regard au regard de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose ou disposera pour la réalisation du marché (5 points)</li></ul>	20 points

Les candidats ayant obtenu une note inférieure à 50/100, traduisant une capacité insuffisante à réaliser les prestations, seront écartés.

En cas d'égalité de note à la dernière place susceptible d'être retenue, le pouvoir adjudicateur départagera les candidats concernés selon la note obtenue au critère le plus fortement pondéré. En cas de nouvelle égalité, les candidats seront départagés selon la note obtenue au critère suivant, par ordre décroissant de pondération, jusqu'à permettre l'établissement d'un classement définitif.

Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection des candidatures est inférieur au nombre minimum indiqué ci-dessus, le pouvoir adjudicateur pourra poursuivre la procédure avec les seuls candidats sélectionnés, sous réserve qu'ils disposent des capacités requises.

## Article 9. Informations sur la phase “offre”

### 9.1 Variantes

Les **variantes imposées**, le cas échéant, seront précisées par l’acheteur dans le règlement de la consultation relatif à la phase « offre » de la consultation. Elles devront être chiffrées distinctement de la solution de base et présentées conformément aux exigences indiquées.

Les **variantes libres** sont autorisées.

L’attention du candidat est attirée sur le fait que la solution de base devra obligatoirement être chiffrée séparément des variantes. Celle-ci sera analysée avant l’examen des variantes.

Le candidat devra fournir toutes les pièces nécessaires à l’appréciation de l’intérêt de la ou des variantes proposées. Il devra notamment joindre à la décomposition détaillée du coût de sa variante un descriptif précisant l’ensemble des différences, avantages et incidences par rapport à la solution de base. À défaut, la variante proposée pourra être écartée et ne sera pas analysée.

Les variantes sont autorisées sous réserve de respecter les exigences minimales fixées par les documents de la consultation. Seules les variantes répondant à ces exigences seront prises en considération.

Le coût de la variante devra être exprimé en plus-value ou en moins-value par rapport à la solution de base.

Le maître d’ouvrage insiste sur la nécessité de chiffrer en premier lieu le projet en solution de base.

L’acheteur se réserve la possibilité de retenir ou non les variantes proposées par les candidats lors du choix de l’offre.

### 9.2 Prestation supplémentaire éventuelle

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n’est prévue à ce stade de la consultation.

### 9.3 Analyse des offres

L’offre économiquement la plus avantageuse sera déterminée par comparaison des notes finales, résultant de l’évaluation des trois (3) critères suivants, pondérés selon les coefficients indiqués, la note totale étant exprimée sur 100 points et décomposée comme suit :

Critères	Désignation	Pondération
Prix	Le prix sera apprécié au regard du total, de la somme des montant forfaitaire et du montant total du Détail Quantitatif Estimatif tel que figurant à l’Acte d’engagement.	<b>40 points</b>
Valeur technique	La valeur technique sera appréciée sur la base des sous-critères suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• L’identification, la compréhension des enjeux de l’opération, la qualité et la pertinence de l’organisation opérationnelle ;</li><li>• La qualité et la pertinence de la méthodologie proposée : la méthodologie proposée (description, fiches techniques, gestion du contrôle qualité, cohérence avec la DPGF et le</li></ul>	<b>50 points</b>

	BPU...), la sécurité et l'hygiène sur le chantier, la gestion des nuisances et interfaces utilisateurs ; <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'organisation des travaux proposée, pour s'inscrire dans le phasage opérationnel et le calendrier global d'exécution des travaux</li> </ul>	
Considérations environnementales	Dispositions prises au titre de la protection de l'environnement	<b>10 points</b>

Dans le cas où des erreurs arithmétiques ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre, le candidat sera invité à confirmer le montant de ce prix rectifié ; ce dernier sera alors pris en compte pour le jugement des offres.

Si le prestataire est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant.

#### **9.4 Négociation**

Les candidats admis à poursuivre la procédure seront invités, lors de la phase ultérieure de remise des offres, à présenter d'emblée leur meilleure proposition, notamment financière.

Toutefois, au regard des offres qui seront reçues et de leur analyse par le pouvoir adjudicateur, celui-ci se réserve la possibilité d'engager une phase de négociation. Conformément à la procédure choisie, la négociation demeure facultative. Le maître d'ouvrage se réserve ainsi la possibilité de négocier ou de ne pas négocier avec les candidats admis à remettre une offre.

La négociation, si elle est engagée, se déroulera selon les modalités suivantes :

##### **1) Engagement de la négociation**

Après analyse des offres selon les critères définis dans le présent règlement de consultation, et, le cas échéant, précisés dans le règlement propre à la phase « offre » transmis aux candidats admis à remettre une offre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager une négociation avec tout ou partie des soumissionnaires, voire avec un seul d'entre eux.

Cette négociation aura pour objet d'optimiser la ou les offres jugées les plus intéressantes, dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de transparence de la procédure.

Le pouvoir adjudicateur se réservera également la possibilité d'écarter de la négociation les soumissionnaires ayant remis une offre irrégulière ou inacceptable.

##### **2) Remise éventuelle d'une nouvelle offre**

À l'issue de la phase de négociation, les soumissionnaires ayant participé à la négociation pourront, s'ils le souhaitent ou si le pouvoir adjudicateur le demande, remettre une nouvelle offre dans le délai qui leur sera indiqué dans le courrier ou le message de négociation.

Le maître d'ouvrage procédera alors à une nouvelle analyse des offres sur la base des critères énoncés dans le règlement de consultation.

Il est précisé qu'un ou plusieurs tours de négociation pourront être organisés avec chacun des soumissionnaires admis à négocier. À l'issue de chaque tour de négociation, le pouvoir adjudicateur se réservera la possibilité de réduire le nombre de soumissionnaires admis à poursuivre les négociations.

Les négociations pourront se dérouler par écrit ou par oral. Elles pourront, dans le cas le plus simple, consister en un échange de courriels, ou, si nécessaire, donner lieu à une ou plusieurs réunions avec chacun des soumissionnaires invités à négocier. Ces échanges feront l'objet d'une traçabilité appropriée, notamment par l'établissement d'un relevé des conclusions ou d'un compte rendu.

Le champ de la négociation tiendra compte, le cas échéant, des caractéristiques propres à chacune des offres restant en lice, dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats. La négociation pourra notamment porter sur les aspects techniques, organisationnels, financiers ou calendaires de l'offre, sans pouvoir avoir pour effet de modifier les exigences minimales définies par le pouvoir adjudicateur ni les critères d'attribution du marché.

À l'issue de la négociation, le pouvoir adjudicateur procédera au classement définitif des offres au regard des critères d'attribution applicables.

#### **9.5 Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à **un (1) an** à compter de la date limite de réception des offres (DLRO).

#### **9.6 Insertion par l'activité économique**

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause s'applique aux lots du présent marché n° :

- 1 : Tout Corps d'Etat (TCE) de ce présent marché,
- 2 : Maçonnerie, Pierre De Taille et sculpture,
- 3 : Maçonnerie, Pierre De Taille et paysage,
- 5 : Menuiserie

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

#### **Les publics visés**

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- Les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- Les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- Les personnes percevant une pension d'invalidité
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en

sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)

- Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- Les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- Les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- Les personnes résidentes en QPV et éloignées de l'emploi
- En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.
- Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.
- A titre indicatif (les valeurs seront confirmées en phase « offre ») le volume horaire de travail minimum suivant leur est réservé :

Intitulé lot	Nombre d'heures d'insertion à réaliser sur la durée totale d'exécution			
	Tranche ferme	Tranche optionnelle 1	Tranche optionnelle 2	Tranche optionnelle 3
Lot 1 : Tous corps d'Etat (TCE)	2 700 heures	1 595 heures	2 570 heures	283 heures
Lot 2 : Maçonnerie, PDT et sculpture	1 100 heures	900 heures	1 800 heures	
Lot 3 : Maçonnerie, PDT et paysage	550 heures	460 heures	1 100 heures	
Lot 5 : Menuiserie	350 heures	350 heures		

Le volume d'heures d'insertion fixé pour la tranche ferme est applicable dès la notification du marché.

Les volumes d'heures prévus pour les tranches optionnelles ne seront exigibles qu'en cas d'affermissement de celles-ci.

En cas d'attribution de plusieurs lots à un même titulaire, celui-ci sera autorisé à mutualiser les volumes d'heures d'insertion entre les lots concernés.

Cette mutualisation a pour objectif de favoriser la réalisation de parcours d'insertion cohérents et durables, ainsi qu'une mise en œuvre plus efficiente des actions d'accompagnement des publics bénéficiaires.

## **9.7 Options**

### **9.7.1 Tranches optionnelles**

Le marché comporte une tranche ferme (TF) concernant le parcours médiéval.

Le marché comporte également trois (3) tranches optionnelles concernant :

- La tranche optionnelle n° 1 (TO 1), relative au parcours révolutionnaire ;
- La tranche optionnelle n° 2 (TO 2) relative à l'achèvement du parcours médiéval ;
- La tranche optionnelle n° 3 (TO 3) relative à l'achèvement des extérieurs et des bureaux.

Les lots n° 1, n° 2 et n° 3 sont concernés par la totalité des tranches, tandis que les lots n° 4, n° 5 et n° 6 sont concernés par la TF, TO1 et TO3.

### **9.7.2 Marchés de prestations similaires**

Conformément à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, le Centre des Monuments Nationaux pourra passer un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui sont confiées au titulaire du présent marché. Si un nouveau marché devait être passé, la durée au sein de laquelle ce marché pourrait être conclu ne saurait dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

## **9.8 Délai prévisionnel d'exécution**

Les délais prévisionnels d'exécution sont estimés à :

- TF : 60 mois ;
- TO1: 18 mois ;
- TO2: 30 mois ;
- TO3: 15 mois ;

Les délais et modalités d'affermissement seront indiqués dans les pièces contractuelles du marché.

## **9.9 Attribution provisoire**

L'arrêté « Dites-le nous une fois » du 29 mars 2017 fixe la liste des certificats que les entreprises ne sont plus tenues de produire à l'appui de leur candidature aux marchés publics passés par l'Etat et ses établissements publics. Ainsi, le Centre des monuments nationaux qui utilise le profil d'acheteur PLACE, peut ne plus demander les documents justificatifs pour l'attribution des marchés publics qui sont mis à disposition automatiquement dans la PLACE.

Conformément aux articles L2141-1 à L2141-6, R 2143-6 à R2143-16 et R2144-2 à R2144-7 du Code de la Commande Publique, le soumissionnaire, auquel il est envisagé d'attribuer le marché, devra produire (s'il ne l'a pas déjà fait dans son offre) :

N°	Documents demandés
1	Un numéro unique d'identification délivré par l'INSEE ( <b>numéro SIREN</b> ) ou à défaut, un extrait de l'inscription au RCS ( <b>K ou K-bis</b> ), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois ;
2	Une <b>attestation de pouvoir</b> (délégation de signature de la personne habilitée à engager la société), le cas échéant ;
3	Une <b>attestation d'assurance</b> conforme aux exigences et conditions fixées par le marché ;
4	Une <b>attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale</b> , prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222 5 1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale) ;
5	Les <b>attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales ont été satisfaites</b> ;
6	La <b>liste nominative des salariés étrangers</b> soumis à autorisation de travail (dans le cas où votre entreprise n'emploie pas de salariés étrangers soumis à cette autorisation, une attestation sur l'honneur suffira).
7	Le <b>récépissé numérique</b> délivré après avoir complété le questionnaire « <b>Egalité professionnelle et diversité professionnelle</b> ».

Le candidat désigné comme attributaire sera invité à remettre les documents administratifs directement sur la plateforme <https://www.e-attestations.com/> afin de respecter les conditions légales et réglementaires d'exécution des marchés publics.

Le marché ne pourra être attribué au titulaire provisoire que lorsque celui-ci aura produit au représentant du pouvoir adjudicateur les documents administratifs ci-dessus.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courriel l'informant qu'il est pressenti pour réaliser les prestations du marché ; ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours calendaires.

En cas de non-respect par un des candidats provisoirement retenus, du délai imparti, ou de fourniture de documents non valables, son offre sera rejetée.

Dans ce cas de figure, c'est le candidat suivant selon le classement des offres qui se verra attribuer le marché de façon provisoire sous réserve de produire ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai.

Les candidats évincés seront informés individuellement du résultat de la consultation dès que le pouvoir adjudicateur aura fait son choix.

## Article 10. Renseignements sur la dématérialisation

---

La présente consultation est passée en application des articles R2131-1 à R2132-14 du Code de la Commande Publique.

A ce titre, la plateforme des achats de l'Etat, <https://www.marches-publics.gouv.fr> mise à disposition par le Centre des monuments nationaux est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la présente consultation.

Par l'intermédiaire de cette plate-forme, les soumissionnaires ont notamment la possibilité :

- De retirer le dossier de consultation (DCE) dans son intégralité,
- De poser des questions relatives à son contenu, de télécharger les demandes de précisions, les échanges avec le pouvoir adjudicateur (lettre de rejet, notification...), les réponses aux questions posées, les modifications apportées au dossier de consultation
- D'envoyer sa candidature ou son offre par voie électronique.

Un guide d'utilisation est également disponible sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> afin de faciliter le maniement de la plate-forme. Le soumissionnaire devra se référer aux pré-requis techniques et aux conditions générales d'utilisation, disponibles sur le site.

**L'assistance téléphonique de la PLACE peut être jointe du lundi au vendredi au 01.76.64.74.07 de 9h00 à 19h00.**

**Préalablement à tout appel téléphonique, un formulaire est à compléter. Il est disponible en suivant le lien ci-après : [PLACE - Plate-forme des achats de l'Etat \(marches-publics.gouv.fr\)](https://www.marches-publics.gouv.fr)**

**DELAIS DE TRANSMISSION DES PLIS PAR VOIE ELECTRONIQUE :** La transmission des plis par voie électronique doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique avant la date limite indiquée en page de garde du présent Règlement de Consultation.

**ATTENTION :** L'attention des candidats est attirée sur la nécessité de prévoir un délai d'acheminement (transfert finalisé pour l'ensemble des fichiers sur la plateforme ainsi que pour leur authentification par signature électronique) suffisant, de manière à anticiper les aléas techniques et/ou le temps de téléchargement suffisant de l'ensemble des pièces constitutives des candidatures et offres. C'est en effet l'heure exact de réception du pli électronique sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur qui est prise en considération comme heure de réception.

**FORMAT DES FICHIERS :** Afin d'éviter des blocages liés aux logiciels, le format PDF est souhaité.

Le candidat est invité à :

- Ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe",
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros",

**ANTI-VIRUS :** Les candidats s'assureront avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le candidat par un anti-virus. En effet, conformément au décret, la réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de la candidature ou de l'offre.



Au moment de l'ouverture des plis, la personne publique utilisera un antivirus. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant pas été reçu, le candidat en sera averti grâce aux renseignements saisis lors de son identification.

**COPIE DE SAUVEGARDE :** Suivant les dispositions de l'article R 2132-11 du Code de la Commande Publique, les opérateurs économiques qui transmettent leur candidature et leur offre par voie électronique, peuvent adresser au pouvoir adjudicateur, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde de ces documents avec mention complémentaire « COPIE DE SAUVEGARDE ».

Cette copie ne peut être prise en considération que si elle est parvenue au pouvoir adjudicateur avant la date limite de remise des candidatures ou des offres. Cette copie est transmise sous pli scellé à l'adresse ci-dessous et comporte les mentions obligatoires suivantes :

« Copie de sauvegarde – Ne pas ouvrir »,  
N° de la mise en concurrence avec n° du lot,  
Nom ou dénomination du candidat.

Centre des monuments nationaux  
Département des affaires juridiques  
A l'attention du pôle commande publique  
Hôtel de Sully  
62 rue Saint-Antoine  
75186 Paris Cedex 04

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019, la copie de sauvegarde pourra être ouverte :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant (virus) est détecté dans les documents relatifs à la candidature ou relatifs à l'offre transmis par voie électronique.
- Lorsqu'une candidature ou une offre est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pas pu être ouverte sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur ou l'autorité concédante.

***Quelles sont les services existants qui permettent la remise de la copie de sauvegarde par voie électronique ?***

- La lettre recommandée électronique :
  - o Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20- 21) : <https://cyber.gouv.fr/sites/default/files/document/catalogue-produits-services-qualifies-agrees-certifies-anssi.pdf> (ssi.gouv.fr)
  - o Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : [eiDAS Dashboard](https://eidas.europa.eu/) (europa.eu)
- Tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique.

### **11.1 Egalité professionnelle et lutte contre les discriminations**

Le Centre des Monuments Nationaux, est détenteur depuis 2022 des labels « Egalité professionnelle » et « Diversité » délivrés par l'AFNOR.

Le CMN s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et les violences et harcèlements sexistes et sexuels, ainsi que pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et ce notamment dans ses procédures de gestion des ressources humaines :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH ;
- Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le CMN s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le CMN souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

### **11.2 Questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle »**

Compte tenu de ces orientations, il est demandé à l'attributaire de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le CMN.

Ce questionnaire n'est exigé que du seul attributaire. Il prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution du marché. La liste des questions qui lui seront posées est jointe pour information en annexe « Liste des questions posées au(x) futur(s) titulaire » du présent règlement de la consultation.

L'attributaire transmet obligatoirement le récépissé numérique délivré par l'application au représentant du pouvoir adjudicateur avant toute notification du marché. Les informations renseignées dans ce questionnaire n'ont aucune incidence sur l'analyse des candidatures ni sur l'évaluation et la sélection des offres reçues.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le futur titulaire s'engage à actualiser ce questionnaire si le pouvoir adjudicateur lui en fait la demande, dans les conditions fixées dans le marché.

### **11.3 Dispositif de signalement et d'écoute mis en place par le CMN**

Un dispositif de signalement et d'écoute permettant de recueillir et de traiter les signalements de discriminations, de harcèlement moral, d'inégalités professionnelles, de violences sexuelles et sexistes et d'agissements sexistes est mis en place par le CMN.

Il est attendu du titulaire qu'il informe l'ensemble de son personnel de l'existence de ce dispositif, et de leur possibilité d'émettre des signalements dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché.

La présentation de ce dispositif et de la procédure interne mise en place en cas de signalement sont disponibles dans le dossier de consultation des entreprises dans les fichiers suivants :

- Violences et harcèlement sexistes et sexuels – Cellule de signalement – Plaquette
- Violences et harcèlement sexistes et sexuels – Gestion interne des alertes – Discrimination

## **Article 12. Délais et voies de recours**

---

La présente procédure est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Paris :

- Le recours prévu à l'article L.551-1 (référé précontractuel) du Code de justice administrative avant la signature du marché ;
- Le recours prévu à l'article L.551-13 (référé contractuel) du Code de justice administrative, pouvant être intenté dans les délais prévus à l'article R.551-7 du même code ;
- Un recours de pleine juridiction (recours dit « Tarn et Garonne ») dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.